

## L'aide destinée au secteur des pêches et des océans recule de 30 % dans les pays en développement

### Investir dans des pêcheries durables, un choix judicieux pour l'emploi, la nutrition et la résilience au changement climatique<sup>1</sup>

*L'aide extérieure destinée au secteur de la pêche des pays en développement a chuté de 30 % entre 2010 et 2015, selon une nouvelle étude réalisée par des chercheurs de l'Université de la Colombie-Britannique (UBC) et du Stockholm Resilience Centre et publiée dans la revue Marine Policy<sup>2</sup>. Les projets axés sur les enjeux climatiques dans le secteur halieutique, quant à eux, voient leurs financements s'effondrer, avec une baisse de 77 % sur les cinq années considérées.*

« Assurer la durabilité des pêcheries obéit à une logique économique intéressante, dans la mesure où le secteur est pourvoyeur d'emplois et source d'un approvisionnement régulier en poisson, dont il faut souligner par ailleurs la valeur nutritive », affirme l'une des co-auteurs de l'étude, Colette Wabnitz, associée de recherche à l'Institute for the Oceans and Fisheries de l'UBC et au Programme Nereus de la Nippon Foundation et de l'UBC. « Les investissements réalisés en faveur du développement durable des pêches à petite échelle favorisent la résilience au changement climatique et l'accès de communautés vulnérables à des aliments sains, tout en préservant les traditions alimentaires locales », ajoute-t-elle.

Ces sources alimentaires durables contribuent également à freiner la progression et la prévalence des maladies chroniques liées à l'alimentation. La population mondiale tire 17 % de ses apports en protéines animales et 12 % de ses activités vivrières de la pêche et de l'aquaculture. L'aide publique au développement (APD), plus communément dénommée « aide extérieure », désigne l'assistance financière destinée aux pays en développement. Entre 2010 et 2015, l'APD a augmenté de plus 13 % pour atteindre 133 milliards de dollars des États-Unis, une tendance à la hausse qui s'est confirmée en 2016 et 2017. Pourtant, les financements affectés aux projets menés dans le secteur halieutique en Océanie ont presque chuté de moitié.

« Dans le secteur des pêches, démontrer à l'échelle des océans les résultats concrets obtenus grâce à l'aide extérieure est souvent plus difficile que ce ne l'est à terre », explique le co-auteur de l'étude Robert Blasiak, chercheur post-doctorant au Stockholm Resilience Centre et chercheur attaché au Programme Nereus.

Les financements extérieurs sont destinés à aider les populations à pêcher de manière plus durable, à protéger l'environnement et à créer de meilleurs emplois. Dans le secteur des pêches, ces fonds sont affectés à des projets variés, ciblant notamment la recherche, l'appui aux politiques, la fourniture de matériel, la formation et le renforcement des capacités. Sur le plan de la recherche pratique, on pourrait par exemple s'interroger sur les moyens d'améliorer l'accès des pêcheurs à des stocks moins vulnérables et de transférer la pression de pêche qui s'exerce actuellement sur des écosystèmes fragiles, tels que les récifs coralliens, vers des stocks hauturiers moins menacés, en installant en des points stratégiques des dispositifs de concentration du poisson (DCP).

« La palette de projets envisageables est vaste : contrôle de la qualité de l'eau et mesure de l'acidification des océans, amélioration

des lieux de vente que sont les marchés, offre de formations et de possibilités de recherche au personnel local, et fourniture de réfrigérateurs solaires dans les communautés isolées pour réduire le gaspillage et les pertes, indique Wabnitz. D'après nos travaux, l'APD à destination du secteur halieutique s'est aussi progressivement réorientée vers l'amélioration des politiques, le suivi et la gestion, au détriment du développement des pêches. »

Les petits États insulaires en développement qui dépendent très largement des pêches pour préserver la sécurité alimentaire, les moyens d'existence, les coutumes et la culture de leurs populations subiront tout particulièrement les effets de cette diminution de l'aide financière. Dans les pays à faible revenu, les communautés du littoral sont largement tributaires des micronutriments que leur procure le poisson. En Océanie, nombre de petites îles à la superficie terrestre très limitée ne peuvent se tourner vers l'agriculture pour répondre aux besoins nutritionnels des populations.

« Le poisson représente 50 à 90 % des protéines animales entrant dans le régime alimentaire des communautés rurales océaniques », précise Wabnitz.

La recherche peut nous aider à mieux comprendre les incidences futures des changements climatiques sur les stocks de poisson et à faire le lien entre les résultats de la modélisation et les actions de suivi et d'évaluation menées sur le terrain pour améliorer les stratégies d'adaptation.

« Les formidables avancées enregistrées dans le domaine de la modélisation ont permis d'identifier les pays qui seront les plus exposés aux effets des changements climatiques à l'avenir. La science ouvre la voie à des actions pratiques permettant de travailler en priorité sur les zones les plus vulnérables, conformément aux engagements pris à l'échelle internationale, explique Blasiak. Les pêches se situent à l'interface entre la santé, la nutrition, les moyens d'existence et la sécurité économique. Si l'aide extérieure peut contribuer « à bien faire les choses » dans le secteur halieutique, les retombées positives se feront ressentir dans bien d'autres domaines. »

Si des activités récentes laissent augurer une augmentation des financements en faveur des océans et des pêches, il appartient à la communauté internationale de faire en sorte que les crédits de l'APD affectés aux pêches dans le contexte du changement climatique soient en cohérence avec les objectifs et cibles de développement internationaux.

<sup>1</sup> Source : <http://oceans.ubc.ca/2018/01/16/aid-for-oceans-and-fisheries-in-developing-world-drops-by-30/>

<sup>2</sup> <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0308597X17306310>